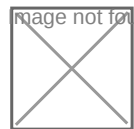


# Non à la fermeture des options artistiques au lycée

17 FÉVRIER 2021

image not found or type unknown



**ACID** – Association du Cinéma Indépendant pour sa Diffusion

**ACRIF** – Association des cinémas de recherche d'Île-de-France

**L'ARP**

**Carrefour des Festivals**

**CIP** – Cinémas Indépendants Parisiens

**AFCAE** – Association française des Cinémas Art et Essai

**AFCA** – Association française du cinéma d'animation

**L'Agence du court métrage**

**DIRE** - Syndicat des distributeurs indépendants réunis européens

**FACC** – Fédération de l'action culturelle cinématographique

**La Fédération des associations des métiers du scénario**

**GNCR** – Groupement National des Cinémas de Recherche

**Images en bibliothèques**

**Passeurs d'images**

**ROC** – Regroupement des Organisations du Court métrage

**SCARE** - Syndicat des Cinémas d'Art, de Répertoire et d'Essai

**SDI** – Syndicat des distributeurs indépendants

**SRF** – Société des réalisateurs de films

Communiqué

Le 17 février 2021

## Non à la fermeture des options artistiques au lycée

Faire un film est un travail d'équipe ; le faire aimer également. Nous, les organisations cinématographiques partenaires des lycées à options cinéma, sommes très inquiets de voir les options artistiques menacées au sein des lycées, et avec elles, le travail au long cours mené depuis des années par les enseignants et leurs équipes pédagogiques, en collaboration avec les professionnels du cinéma.

Dans un contexte de crise sans précédent, alors que les pratiques culturelles des plus jeunes sont en phase de transformation radicale, les acteurs de la diffusion cinématographique s'alarment de la

disparition programmée des options facultatives cinéma dans les lycées en France. Les options artistiques permettent un accès approfondi à celles et ceux qui le veulent, à l'art, de façon égalitaire. Cette disparition annoncée, pour une offre de spécialité qui touchera un public beaucoup plus restreint, force les élèves les plus éloignés du monde de la culture à s'en passer complètement. Ceci constitue une grave mise en danger de l'accès à toutes et tous à la culture et de la formation des regards.

La défense des valeurs émancipatrices de la culture pour la jeunesse, de l'importance de l'éducation artistique, de la nécessité de développer la cinéphilie des plus jeunes générations afin de permettre l'appropriation par chacun d'une plus grande diversité d'objets culturels, est un travail collectif auquel les équipes pédagogiques prennent leur part. Ce travail mené sur le temps scolaire est l'un des piliers du renouvellement et rajeunissement du public dans les salles. Une politique culturelle ambitieuse pour la jeunesse ne saurait être mise en œuvre par des restrictions budgétaires à cet endroit.

La défense de ces missions d'éducation à l'image que nous soutenons, définies comme prioritaires par la puissance publique et le CNC, est mise en danger par cette décision structurelle et budgétaire du Ministère de l'Éducation nationale, faisant porter aux seuls lycées l'organisation et le coût des heures d'options artistiques facultatives.

Partenaires des équipes pédagogiques qui les font vivre depuis leur création, nous rappelons l'importance de ces options artistiques facultatives pour la société, et demandons au Ministère de l'Éducation nationale, au Ministère de la Culture d'en assurer la pérennité. A rebours des politiques budgétaires restrictives, garantir à toutes et tous un meilleur accès à la culture implique de maintenir et développer une politique d'éducation à l'image forte en faveur du cinéma en France.

Nous soutenons la [tribune publiée dans Libération](#), initiée par les enseignantes et enseignants de cinéma à Paris et signée par plus de 300 personnalités du cinéma et de la culture.

**Nous appelons à la signer [via la pétition en ligne](#).**

Contact presse : Rosalie Brun /[rbrun@la-srf.fr](mailto:rbrun@la-srf.fr)/ 01.44.89.62.58